

~~La première année de cette fusion occasionnant probablement des modifications importantes des dépenses et des revenus du nouveau club par rapport aux années précédentes, personne ne se hasarde pour l'instant à proposer un budget.~~

#### ~~2.10. Cotisations~~

~~Vu la bonne situation financière, les cotisations sont maintenues à:~~

~~300,- pour un membre honoraire, 1.000,- pour un membre actif, 1.200,- pour une famille-membre active.~~

#### ~~2.11. Divers~~

~~En vue de préserver des bonnes conditions d'entraînement, il semble essentiel de maintenir, en dehors de notre Home à Schlaifmillen, un abris pour notre matériel de compétition à Polvermillen.~~

#### ~~2.12. Discussion libre~~

~~Antoine Felten clôture cette assemblée générale importante par le souhait de voir grandir un club qui ait au moins autant d'avenir que de passé.~~

~~Fait à Luxembourg, le 30 mars 1999.~~

~~T. Wagner / G. Meysembourg / M. Lammar~~

~~Secrétaire / Vice-président / Président~~

~~Enregistré à Luxembourg, le 13 août 1999, vol. 527, fol. 69, case 8. Reçu 500 francs.~~

~~Le Receveur ff. (signé): W. Kerger.~~

~~(03367/000/159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2001.~~

## **CANOË-KAYAK LUXEMBOURG (CKL), Association sans but lucratif.**

Siège social: Luxembourg.

### **STATUTS**

En date du 6 mars 1999, conformément à une délibération de leurs Assemblées Générales respectives, les deux clubs de canoë-kayak ci-après, à savoir

1. CANOË-CLUB LUXEMBOURG, représenté par M. Antoine Felten;
2. KAYAK CLUB LUXEMBOURGEOIS, représenté par M. Martin Lammar, ont fusionné en un seul club qui sera régi par les statuts suivants:

#### **Chapitre 1<sup>er</sup>: Dénomination, Siège, Durée, Objet social**

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'association, née de la fusion des deux clubs

1. CANOË-CLUB LUXEMBOURG, association sans but lucratif,

2. KAYAK CLUB LUXEMBOURGEOIS, association sans but lucratif,

est dénommée CANOË-KAYAK LUXEMBOURG, association sans but lucratif, en abrégé CKL.

**Art. 2.** Son siège social est établi à Luxembourg.

**Art. 3.** Sa durée est illimitée.

**Art. 4.** Elle a pour objet toute activité quelconque se rapportant directement ou indirectement à la pratique et à la propagation du Canoë-Kayak. Elle peut s'affilier à toutes organisations nationales ou internationales ayant un but identique au sien ou plus généralement ayant comme but la pratique ou la promotion du sport.

#### **Chapitre 2: Des associés et des membres**

**Art. 5.** L'association se compose des associés, de membres actifs, de membres d'honneur et de membres donateurs. Le nombre de membres est illimité. Il ne pourra cependant être inférieur à trois.

**Art. 6.** Sont admissibles comme membres toutes les personnes en manifestant la volonté, déterminées à observer les présents statuts et agréées par le Conseil d'Administration.

**Art. 7.** Les membres de l'association peuvent s'en retirer en présentant leur démission. Est réputé démissionnaire le membre ayant refusé de payer la cotisation annuelle ou ayant omis de la payer trois mois après qu'elle lui fut réclamée.

**Art. 8.** La qualité de membre de l'association se perd encore par l'exclusion. Celle-ci est prononcée par l'Assemblée Générale statuant à la majorité des deux tiers des voix présentes, dans les cas suivants:

lorsqu'un membre s'est rendu responsable d'un acte ou d'une omission grave contraire aux statuts et règlements de l'association,

lorsqu'un membre s'est rendu responsable d'un acte ou d'une omission de nature à porter atteinte, soit à l'honneur ou à sa considération personnelle, soit à la considération ou à l'honneur d'un membre, soit à la considération de l'association.

Le Conseil d'Administration, après avoir entendu l'intéressé en ses explications, et statuant à la majorité des deux tiers de ses membres peut, pour l'une des mêmes raisons, prononcer avec effet immédiat la suspension temporaire de l'affiliation d'un membre. Cette suspension prendra fin lors de la plus prochaine Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur l'exclusion de ce membre.

En cas de démission ou d'exclusion, les membres concernés n'ont aucun droit sur le fonds social et ne peuvent réclamer le remboursement des cotisations versées.

#### **Chapitre 3: Du Conseil d'Administration**

**Art. 9a.** L'association est administrée par un Conseil d'Administration composé d'un minimum de cinq administrateurs et d'un maximum de quinze administrateurs, élus par l'Assemblée Générale. Toutefois, ils sont révocables à tout moment, par décision de l'Assemblée Générale.

Il se compose d'un Président, d'un Vice-président, d'un Trésorier, d'un Secrétaire et d'autres administrateurs.

**Art. 9b.** Le Président est élu par vote séparé de l'Assemblée Générale pour une durée de deux ans. Les autres membres du Conseil d'Administration sont élus pour deux ans suivant le cycle du renouvellement de la moitié du Conseil d'Administration tous les ans.

Cependant, le Président et le Secrétaire ne peuvent pas être membres sortants la même année.

**Art. 9c.** Les membres du Conseil d'Administration sortant sont rééligibles. Les candidatures doivent être adressées au Président du Conseil d'Administration ou au Secrétaire au moins 48 heures avant l'ouverture de l'Assemblée Générale.

**Art. 10.** Les Vice-présidents, le Secrétaire, le Trésorier et toutes les autres charges sont désignés au sein du Conseil d'Administration.

**Art. 11.** Le Conseil d'Administration a tous les pouvoirs pour l'administration et la gestion de l'association qui ne sont pas expressément réservés à l'Assemblée Générale par la loi ou les statuts.

Il représente l'association dans ses relations avec les particuliers et les pouvoirs publics. Il veille à la stricte observation des statuts, gère les biens de l'association et décide dans tous les cas non prévus par les statuts.

**Art. 12.** Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou du Secrétaire au moins 6 fois par année. Il délibère valablement lorsque la majorité des membres est présente. Le vote par mandataire est admis. Cependant deux administrateurs ne peuvent pas être représentés par un même mandataire. Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix émises par les administrateurs présents. Les administrateurs qui ont un intérêt personnel dans une délibération doivent s'abstenir du vote. En cas de partage des voix, celle du Président ou de son remplaçant est prépondérante.

**Art. 13.** En cas de décès ou de démission d'un membre du Conseil d'Administration, le Conseil peut pourvoir à son remplacement jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

**Art. 14.** Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont approuvés par le Président.

**Art. 15.** Les signatures conjointes de deux membres du Conseil d'Administration dont l'une doit être celle du Président ou de son remplaçant engagent valablement l'association envers des tiers.

**Art. 16.** En cas d'empêchement du Président, ses fonctions et pouvoirs sont exercés par le Vice-président, sinon par le plus ancien des membres du Conseil d'Administration.

**Art. 17.** Le Conseil d'Administration peut déléguer sous sa responsabilité ses pouvoirs pour une ou plusieurs affaires déterminées, à l'une ou l'autre personne choisie parmi les associés.

#### **Chapitre 4: De l'Assemblée Générale**

**Art. 18.** L'Assemblée Générale des membres est convoquée chaque année à une date fixée par le Conseil d'Administration entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 mars. Elle peut être convoquée extraordinairement par le Conseil d'Administration toutes les fois que l'intérêt de l'association l'exige. Elle doit être convoquée à la suite d'une requête soutenue par un cinquième au moins des membres de l'association.

**Art. 19.** Le Conseil d'Administration convoque l'Assemblée Générale par lettre missive ordinaire adressée à chacun des membres au moins 8 jours à l'avance. Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. Toute proposition signée d'un nombre égal au vingtième de la dernière liste annuelle des membres doit être portée à l'ordre du jour. Aucune décision ne peut être prise sur un objet ne figurant pas à l'ordre du jour. Toutefois en cas d'urgence le Président peut, avec l'assentiment du Conseil d'Administration, ajouter d'office des points à l'ordre du jour et les soumettre à l'Assemblée Générale pour décision.

**Art. 20.** Les membres qui, en application des articles 18 et 19 veulent faire convoquer une Assemblée Générale extraordinaire ou proposer une question à l'ordre du jour de l'Assemblée, doivent soumettre au Président du Conseil d'Administration une note écrite précisant leur intention. S'il s'agit d'une question à porter à l'ordre du jour, cette note doit être entre les mains du Président 15 jours avant la date de l'Assemblée Générale.

**Art. 21.** Sont de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale:

1. la nomination et la révocation du Président et des administrateurs
2. l'élection des réviseurs aux comptes
3. l'approbation annuelle des budgets et des comptes
4. la modification des statuts
5. la décision sur la dissolution de l'association, sur sa mise en liquidation ou sur sa fusion avec une autre association
6. la fixation de la cotisation annuelle qui ne peut cependant pas excéder les 150 EUR.

**Art. 22.** L'Assemblée Générale dans tous les cas où la loi et les présents statuts n'en décident pas autrement est régulièrement constituée quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. Il est loisible aux membres de se faire représenter à l'Assemblée Générale par un autre membre muni d'une procuration écrite. Nul ne peut cependant représenter plus de deux membres. Tous les associés ont un droit de vote égal dans l'Assemblée Générale et les résolutions sont prises à la majorité des voix présentes sauf dans les cas où il en est décidé autrement par les présents statuts ou par la loi.

**Art. 23.** Les élections se font au scrutin secret. Les bulletins blancs ou nuls ne comptent pas pour l'établissement des majorités sauf décision contraire de l'Assemblée Générale.

**Art. 24.** L'Assemblée Générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celle-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'Assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix présentes. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoquée une seconde réunion qui pourra délibérer quelque soit le nombre des membres présents. Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, les règles qui précèdent sont modifiées comme suit:

- a) la seconde Assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins des membres sont présents ou représentés,
- b) la décision n'est admise dans l'une ou dans l'autre Assemblée que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix,
- c) si dans la seconde Assemblée, les deux tiers des associés ne sont pas présents ou représentés, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

#### **Chapitre 5: Du Comité de révision des comptes**

**Art. 25.** La gestion financière est surveillée par un Comité de révision des comptes composé de trois réviseurs aux comptes, élus par l'Assemblée Générale pour une année, leur mandat pouvant être reconduit. Il désigne en son sein son propre Président sur proposition du Conseil d'Administration.

**Art. 26.** Le comité se réunit au moins 8 jours avant l'Assemblée Générale ordinaire annuelle. En cas de décès ou de démission d'un membre de ce comité, l'article 13 des présents statuts s'applique.

#### **Chapitre 6: Divers**

**Art. 27.** Dans tous les cas de dissolution volontaire ou judiciaire, l'Assemblée Générale déterminera la destination des biens de l'association en leur assignant une affectation conforme autant que possible à l'objet social.

**Art. 28.** Toutes les questions qui ne sont pas prévues expressément dans les présents statuts sont régies par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

**Art. 29.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de la même année, à l'exception du 1<sup>er</sup> exercice qui commence à la date des présents statuts et se termine le 31 décembre 1999.

Suite à l'assemblée de fusion de ce jour, le conseil d'administration du CANOE-KAYAK LUXEMBOURG est composé comme suit:

Mme Tania Wagner, employée privée, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à 6, rue Théodore Eberhard, Luxembourg, (élue pour une année)

M. Romain Baumgart, employé privé, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à 6, rue Théodore Eberhard, Luxembourg, (élu pour deux années)

M. Patrick Bourkel, assistant médical, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à 10, Um Burweier, Kehlen, (élu pour une année)

M. Jos Lammar, retraité, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à 17, rue d'Olm, Kehlen, (élu pour deux années)

Mme Africa Melis, fonctionnaire européen, de nationalité espagnole, demeurant à 29, rue de la Libération, Strassen, (élue pour une année)

M. Gilbert Meysembourg, employé privé, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à 1, avenue de la Libération, Schiffflange, (élu pour deux années)

M. Frank Sowa, étudiant, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à 38, rue de Kockelscheuer, Bivange, (élu pour une année)

L'assemblée générale a élu comme Président:

M. Martin Lammar, architecte, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à 35, rue Godchaux, Luxembourg, (élu pour deux années).

(Le conseil d'administration procédera en son sein à la répartition des autres fonctions)

A. Felten / M. Lammar

Enregistré à Luxembourg, le 13 août 1999, vol. 527, fol. 69, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(03366/000/151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2001.

#### ~~**NASYC HOLDING S.A., Aktiengesellschaft.**~~

~~Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.~~

#### ~~**STATUTEN**~~

~~Im Jahre zweitausend, den fünfzehnten Dezember.~~

~~Vor dem unterzeichneten Notar Paul Frieders, mit dem Amtssitz in Luxemburg.~~

~~Sind erschienen:~~

~~1) Frau Dunya Muller, Juristin, wohnhaft in Adliswil (Schweiz), hier vertreten durch Maître Jean Steffen, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg;~~

~~auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 8. Dezember 2000;~~

~~2) INTERFIDES S.A., mit Gesellschaftssitz in Panama, Republic of Panama, hier vertreten durch Maître Claudie Grisius, Rechtsanwältin, wohnhaft in Luxemburg;~~

~~auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 13. Dezember 2000.~~